

# S'aveugler aux discriminations ou comment disqualifier les luttes pour l'émancipation

**Tout pouvoir politique sait bien qu'il est crucial, pour se perpétuer, de s'assurer la maîtrise du lexique. Deux mots, aux statuts bien différents, sont ainsi instrumentalisés, et particulièrement par les droites extrêmes : la laïcité et le « wokisme ».**

Alain POLICAR, chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof)

**N**ommer les choses, c'est vouloir imposer une réalité. Résister, c'est donc chercher à restituer leur sens aux mots. Nous pourrions citer maints exemples de dévoilement des concepts<sup>(1)</sup> dont la responsabilité incombe à ceux qu'à la suite de Howard Becker on désignera comme « entrepreneurs de morale », c'est-à-dire les acteurs qui, dans le but de créer ou de maintenir une norme, ont pour fonction d'influencer le corps social (ou une partie de celui-ci). Leur succès présent est l'indice de l'hégémonie culturelle et intellectuelle des droites dures, lesquelles sont parvenues à imposer leurs thématiques, et les mots qui vont avec, dans l'espace public<sup>(2)</sup>. Deux exemples sont à cet égard éclairants : les mots laïcité et « wokisme ».

## Le principe de laïcité ou la logique du soupçon

En l'espèce, le maintien affiché d'une norme, le modèle français de laïcité, vise à en créer une nouvelle. Cette reconfiguration a été rendue possible en créant les conditions d'une véritable « panique morale » (c'est-à-dire, selon la définition canonique de Stanley Cohen<sup>(3)</sup>, la fabrique dans l'opinion publique d'un soupçon vis-à-vis d'un groupe dont le comportement est perçu comme une menace pour les valeurs de la société, voire pour son existence même). La crédibilité de la menace se fonde sur une représentation du politique dans laquelle les situations de discrimi-

mination et de stigmatisation sont réduites à des postures victimaire. Dans nombre d'interventions des gouvernants de tous bords politiques, ou d'intellectuels médiatiques, l'islam est supposé conduire à l'islamisme, et ce dernier au terrorisme. Cette pensée participe de la stigmatisation dont les musulmans sont victimes, et contribue à l'instauration de ce que Haouès Seniguer nomme la « République autoritaire »<sup>(4)</sup>. Cette dernière comporte de multiples dimensions que le rapport à l'islam n'épuise pas. Mais il en est un précieux révélateur.

(1) Voir Alain Policar, « Universalité, équité, justice : le sens des mots », in *Libération*, 25 décembre 2019.

(2) François Cusset, *La Haine de l'émancipation*, Gallimard, 2023, p. 23.

(3) Stanley Cohen, *Folk Devils and Moral Panics*, London : Mac Gibbon and Kee, 1972.

(4) Haouès Seniguer, *La République autoritaire*, Le Bord de l'eau, 2022.

(5) Françoise Lorcerie, « L'islam comme contre-identification française : trois moments », in *L'Année du Maghreb 2005-2006*, CNRS éditions, 2007, p. 509-536.

(6) Philippe Portier, « L'école et la religion. Un parcours de la laïcité française », in Ehrenfreund Jacques et Gisel Pierre (dir.), *Religieux, société civile, politique*, Antipodes, 2012, p. 67, note 35.

(7) Pierre Bourdieu, texte écrit mais non publié, daté de novembre 1989 (archives du Collège de France).

(8) Voir Vincent Genin, « C'est ça la laïcité ? Mythologies laïques et République du même », in *Esprit*, mars 2023, p. 97-107.

(9) Association fondée en 2016, dont le Manifeste fait de la défense de la laïcité et de l'universalisme l'axe majeur de sa politique. Comment ne pas souscrire à ce beau projet ?

L'islam apparaît en effet comme l'outil privilégié de désignation de la différence, comme « un modèle de contre-identification collectif pourvoyeur d'une altérité à l'identité française »<sup>(5)</sup>. Les « élites », hélas, n'échappent pas à ce « ré-enracinement nationaliste de la conscience occidentale »<sup>(6)</sup>. Il s'agit bien d'un nationalisme dans la mesure où il affirme la suprématie des droits de la nation et justifie la contrainte sur les groupes supposés remettre en question sa cohésion. Dès les premiers moments de l'« affaire du voile », Pierre Bourdieu avait lucidement remarqué que la question « patente » de son « port » en dissimulait une autre, « latente » : « Faut-il ou non accepter en France les immigrants nord-africains ? »<sup>(7)</sup>. Le fait que la laïcité officielle cultive la nostalgie, et cherche à la justifier par le recours à Péguy ou à Alain plus qu'aux textes de loi, confirme la pertinence de cette question<sup>(8)</sup>.

L'un des acteurs majeurs de la volonté de transformer le principe de laïcité en valeur identitaire est le Printemps républicain<sup>(9)</sup>. La réalité des engagements de l'association montre une inquiétante focalisation sur l'islam. En effet, dans *La Nouvelle Question laïque. Choisir la République* (2019), Laurent Bouvet, l'un de ses fondateurs, fait du rapport à l'islam le révélateur des désaccords interprétatifs sur ce qu'est réellement la laïcité, tout particulièrement au sein de la gauche. L'objectif majeur du livre est dès lors de montrer la compromission du modèle laïc à la française, d'essence

républicaine, par un libéralisme étranger à notre tradition politique, lequel imposerait une vision «tolérantiste» des rapports entre individus et négligerait le lien essentiel en République, celui entre citoyens. De ce point de vue, l'ouvrage est une contribution à ce que Stéphanie Hennette-Vauchez nomme «une critique conservatrice des droits humains»<sup>(10)</sup>. Dans cette perspective, la laïcité est présentée comme une valeur patrimoniale profondément liée à l'histoire de la France, solidement ancrée dans une histoire, et même, selon les propres mots de L. Bouvet, dans un «substrat civilisationnel». Il n'est dès lors nullement étonnant que l'extrême droite, traditionnellement hostile au principe de laïcité, en ait fait un marqueur identitaire.

### Des critères qui fondent l'universalisme

Si l'on souhaite renouer avec la vision universaliste de la laïcité française, il convient d'assigner à l'Etat libéral démocratique la tâche de respecter quelques principes fondamentaux, lesquels seraient attentifs aux diverses dimensions du phénomène religieux. Dans son livre de 2017, *Philosophie libérale de la religion* (titre de la traduction française de 2023), Cécile Laborde

(10) Stéphanie Hennette-Vauchez, *La Démocratie en état d'urgence*, Seuil, 2022, p. 99-100.

(11) Cécile Laborde (2017), *Philosophie libérale de la religion*, Raison publique/Hermann, 2023, p. 9.

(12) *Ibid.*, p. 12.

(13) Créé en décembre 2020 par soixante-seize universitaires (dont Jean-François Braunstein, Nathalie Heinich, Pierre-André Taguieff et Pierre-Henri Tavoillot) pour «mettre un terme à l'embrigadement de la recherche et de la transmission des savoirs». Voir l'Appel publié par *Le Point*, le 13 janvier 2021 ([www.lepoint.fr/politique/appele-de-l-observatoire-du-decolonialisme-et-des-ideologies-identitaires-13-01-2021-2409523\\_20.php#1](http://www.lepoint.fr/politique/appele-de-l-observatoire-du-decolonialisme-et-des-ideologies-identitaires-13-01-2021-2409523_20.php#1)). *Le Point* a publié de nombreux articles consacrés à dénoncer le décolonialisme. Il a néanmoins ouvert ses colonnes à Norman Ajari, philosophe clairement engagé dans la mouvance décoloniale (au point de se fourvoyer au Parti des Indigènes de la République-PIR, dont l'engagement décolonial est pourtant douteux), et à Nacira Guénif-Souilamas, sociologue à l'université Paris 8 (elle aussi proche du PIR).

(14) Valentin Denis, «L'agitation de la chimère "wokisme" ou l'empêchement du débat», in *AOC*, 26 novembre 2021 (<https://aoc.media/opinion/2021/11/25/lagitation-de-la-chimere-wokisme-ou-lempechement-du-debat>).

(15) Helen Pluckrose et James Lindsay (2020), *Triomphe des impostures intellectuelles*, H & O, 2021.

(16) C'est le terme choisi par P.-A. Taguieff pour évoquer la pensée décoloniale: *L'Imposture décoloniale*, Editions de l'Observatoire, 2020. Si l'on souhaite une présentation rigoureuse de la pensée décoloniale, voir Stéphane Dufoix, *Décolonial*, Anamosa, 2023.

en dénombre trois: la raison publique, l'égalité civique, et la liberté personnelle. Par «raison publique», il faut entendre la possibilité pour les citoyens de «raisonner ensemble, de délibérer sur la légitimité des lois qui s'imposent à eux, et de les contester»<sup>(11)</sup>. Les représentants de l'Etat sont donc tenus d'invoquer des raisons accessibles pour justifier les lois, alors que les citoyens ordinaires peuvent recourir à toutes raisons qu'ils pensent valables. Quant à l'«égalité civique», elle est le critère qui, plus qu'aucun autre, révèle l'éventuel mépris à l'égard de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la religion majoritaire et qui, lorsque l'Etat la valorise publiquement, se trouvent exclus de l'identité civique. Enfin, la «liberté personnelle» fait classiquement référence à l'interdiction pour l'Etat d'imposer une éthique substantielle à ses citoyens.

Ces trois critères permettent d'affirmer que les «pratiques défendues au nom de la laïcité en France – de l'interdiction des symboles religieux à l'école au financement des écoles privées par l'Etat – sont en fait des entorses au sécularisme»<sup>(12)</sup>. Par la notion de «biais majoritaire», C. Laborde introduit la possibilité de l'accommodement comme moyen de rétablir l'égalité. Elle réitère ainsi l'exhortation faite aux Français, quelques années plus tôt, à être authentiquement républicains. Le chemin est long et escarpé. On en mesure la difficulté en examinant la signification de l'accusation de «wokisme».

### «Wokisme» en procès: la démocratie menacée

On se souvient de la volonté de Frédéric Vidal, alors ministre de l'Enseignement supérieur, afin de distinguer «ce qui relève de la recherche académique» et «ce qui relève du militantisme et de l'opinion», d'enquêter sur «l'islamo-gauchisme» à l'université. D'enquête, il n'y eut point, mais l'idée que le militantisme gangrenait la recherche n'a pas laissé indifférents les intellectuels regroupés au sein de l'Observatoire du décolonialisme<sup>(13)</sup> (désormais Observatoire des idéologies identitaires), entièrement occupés à débusquer les chercheurs engagés. A de nombreux égards, la querelle du «wokisme» en est le prolongement. Le fait que ce mot soit assez indéfini ne compte guère: ce qui importe est la fonction qu'il remplit, soit celle de «stigmatiser des courants politiques souvent incommensurables tout en évitant



© ANNETTE BERNHARDT, LICENCE CC

de se demander ce qu'ils ont à dire»<sup>(14)</sup>. S'il est une caractérisation du «wokisme», à peu près unanimement partagée par ses adversaires, le terme d'«imposture» s'impose. L'ouvrage d'Helen Pluckrose et de James Lindsay<sup>(15)</sup>, auquel se réfère la plupart des auteurs, au point d'en faire la Bible de l'anti-«wokisme», a pour objectif de disqualifier les travaux qui se penchent sur les discriminations fondées sur les identités raciales, et de les agréger sous l'appellation stigmatisante d'«impostures»<sup>(16)</sup>. Le champ de l'imposture est extensible à l'infini: on y range les études de genre et la pensée décoloniale (au mépris de l'extrême hétérogénéité de celle-ci), mais aussi les luttes féministes, le mouvement LGBT+ ou encore l'écologie radicale. Et en utilisant le suffixe «isme», l'on cherche à imposer l'idée de l'homogénéité de cet ensemble dont le trait commun majeur serait, selon Nathalie Heinich<sup>(17)</sup>, l'identitarisme, défini comme «l'assignation des individus à des communautés d'appartenance qui se définissent par les discriminations subies: femmes, personnes de couleur, homosexuels et trans, Arabes ou Noirs, musulmans, voire obèses ou handicapés». Cette opération d'assignation serait, ajoute la sociologue, «propre à la tradition anglo-américaine du multiculturalisme, qui tend à opposer les êtres en fonction d'appartenances communautarisées»<sup>(18)</sup>. Le multiculturalisme, voilà l'ennemi désigné. L'un des adversaires les plus résolus du «wokisme», Mathieu Bock-Côté, stigmatise ce qu'il nomme le «régime diversitaire», dont l'origine serait la conversion



Le slogan « I stay woke » a été repris par le mouvement Black Lives Matter, après la mort de Michael Brown, abattu par un policier blanc à Ferguson en 2014 (ci-contre à Oakland, le 14 décembre 2014). Il a ensuite gagné en popularité, avant d'être récupéré par les conservateurs américains pour le dénigrer, et, plus généralement, disqualifier ceux qui en font usage. C'est ainsi que le « wokisme » s'est imposé.

**« Il suffit de mettre en lumière des injustices, quelle qu'en soit la nature, pour subir l'accusation de "wokisme". Sa dénonciation exaltée obéit à une logique dont les traits essentiels n'ont pas fondamentalement varié, tout en s'adaptant aux contextes. »**

de la gauche à la « *politique des identités* », considérée comme capable d'articuler les luttes sociales à la place du prolétariat et de renverser l'ordre établi<sup>(19)</sup>. On aurait ainsi un nouveau totalitarisme en marche, « hypothèse » reprise par la plupart des anti-« wokistes ». Comme l'idée d'une religion politique qui proposerait une véritable « révolution anthropologique », dont les contours sont flous<sup>(20)</sup>.

### Un processus d'assignation identitaire

Cette insistance sur la responsabilité du multiculturalisme est assez déroutante. La question que pose cette théorisation politique, celle de savoir quels principes nos sociétés doivent choisir afin de traiter la diversité sous laquelle se manifeste l'humaine condition, est cruciale. Le multiculturalisme y répond en faisant de la reconnaissance culturelle la partie intégrante d'un programme de citoyenneté plus vaste, « celui de la lutte contre toutes les formes de domination – politique, ethnoraciale, économique et sociale »<sup>(21)</sup>. Cette réponse mérite non l'anathème mais le débat. Débat d'autant plus nécessaire qu'un certain républicanisme français n'a pas su voir que les revendications diffé-

rentialistes n'étaient le plus souvent que la réponse d'un processus pervers d'assignation identitaire par lequel « la majorité tend à ériger certaines différences en signe d'altérité objective, les transformant ainsi en source de domination pour les minoritaires »<sup>(22)</sup>. Ce républicanisme non critique, que l'anti-« wokisme » fait sien, ne permet pas de comprendre ce qui est à la source de la perpétuation des injus-

(17) N. Heinrich s'illustre régulièrement par ses diatribes anti-« wokistes », dont l'excès le dispute au grotesque. Voir *Le wokisme serait-il un totalitarisme?*, Albin Michel, 2023.

(18) Nathalie Heinrich, « Désaccords majeurs. Dialogue avec François Cusset », in *Philomag*, 1<sup>er</sup> juin 2023 ([www.philomag.com/articles/francois-cusset-nathalie-heinich-desaccords-majeurs](http://www.philomag.com/articles/francois-cusset-nathalie-heinich-desaccords-majeurs)).

(19) Mathieu Bock-Côté, *Le Multiculturalisme comme religion politique*, Cerf, 2016.

(20) Sur le polémiste canadien, voir Fabien Escalona, « Mathieu Bock-Côté, exportateur de paniques morales à travers l'Atlantique », *Mediapart*, 16 juillet 2023.

(21) Cécile Laborde, « Republicanisme critique et multiculturalisme libéral », in Sophie Guérard de Latour (dir.), *Le multiculturalisme a-t-il un avenir?*, Hermann, 2013, p. 228-229.

(22) Sophie Guérard de Latour, « Le multiculturalisme, un projet républicain? », in *Les Ateliers de l'éthique*, vol. 4, n° 2, été 2009, p. 52.

(23) Voir Alain Policar, « De woke au wokisme : anatomie d'un anathème », in *Raison présente*, n° 221, 2022/1, p. 115-118.

(24) Michel Agier, *La Peur des autres*, Rivages, 2022.

tices. Il refuse de voir que l'assignation à des communautés est avant tout subie et non l'objet d'un choix. Dès lors, il arrive que le stigmaté soit revendiqué, qu'une identité infériorisée soit privilégiée au détriment de la multiplicité de nos déterminations. On peut le regretter sans toutefois aller jusqu'à renverser l'ordre des responsabilités.

En définitive, il suffit de mettre en lumière des injustices, quelle qu'en soit la nature, pour subir l'accusation de « wokisme »<sup>(23)</sup>. Sa dénonciation exaltée obéit à une logique dont les traits essentiels n'ont pas fondamentalement varié, tout en s'adaptant aux contextes. L'hétéro-désignation de l'ennemi est en effet un processus courant. Au XVI<sup>e</sup> siècle déjà, les catholiques, pour les discréditer, ont nommé « *protestants* » ceux qui remettaient en cause leur foi. Si le mot a aujourd'hui perdu toute connotation négative, il est douteux que « wokiste » connaisse un pareil sort, dans la mesure où existe déjà un terme, *wokeness*, qui correspond positivement à l'éveil contre les injustices en tant que dynamique inhérente au fonctionnement démocratique.

Face à cette offensive réactionnaire, notre objectif doit être de penser un monde qui serait l'opposé absolu de ces politiques substantialistes qui nourrissent la « peur des autres »<sup>(24)</sup>, un monde qui serait fondé sur le principe de l'égalité de considération due à chaque être humain, sans égard à la nationalité ou à l'appartenance à un quelconque sous-groupe de l'humanité. Un monde dans lequel l'antiracisme serait compris comme un approfondissement de la conception moderne de l'émancipation. ●